

Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain

«Le savoir, pour prendre notre avenir en main »

**par Monique F. Leroux,
Chef de la direction financière
du Mouvement Desjardins**

**Administratrice de HEC Montréal
et de l'Université de Montréal**

Hôtel Delta Centre-ville, jeudi le 13 décembre 2007

Distingués invités,
Mesdames, Messieurs,

J'aimerais avant tout remercier la Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain pour son invitation, car c'est un grand honneur pour moi de m'adresser ce midi à un public aussi distingué de gens d'affaires, de décideurs du Grand Montréal et d'experts du monde de l'éducation.

Si j'ai choisi aujourd'hui de vous parler d'éducation plutôt que de finances publiques et de services financiers, c'est qu'il s'agit, selon moi, de sujets intimement liés puisque la richesse et la croissance économique d'une société découlent directement de sa capacité à développer son capital humain.

Dans un monde global, le secret de la réussite, individuelle et collective, tient à l'innovation et à la productivité, c'est-à-dire à la capacité des hommes et des femmes à être bien formés, à s'adapter au changement, à être créatifs et à saisir les opportunités.

Comme membre des conseils d'administration de HEC Montréal et de l'Université de Montréal (et comme mère de famille), mais aussi comme diplômée de l'Université du Québec à Chicoutimi et enseignante à l'Institut Coopératif Desjardins, je souhaite partager avec vous ma conviction que le savoir détermine notre vie.

Le savoir dans un monde global

« Plus que jamais les luttes des peuples se livrent sur le champ de bataille économique. [...] de national, le marché est devenu mondial et la victoire définitive sera au pays qui aura su mettre en oeuvre toutes les énergies, toutes les forces vives de ses citoyens, qui aura le mieux fécondé leurs initiatives et qui aura par conséquent adopté le régime le plus productif avec le moins d'efforts. »

Si cette citation vous semble d'une grande actualité, sachez qu'elle a été prononcée par Alphonse Desjardins, à Montréal, le 10 septembre 1910!

Pour se démarquer et assurer sa prospérité future dans un contexte de mondialisation et de faible croissance démographique, il est évident que le Québec ne pourra plus compter autant sur ses industries manufacturières. Dans tous les pays de l'OCDE, les secteurs d'activité traditionnels reculent au profit des services et de l'économie du savoir, et le Québec ne fait pas exception à la règle.

Ainsi, de 23 % en 1976, la part du secteur manufacturier dans l'emploi total au Québec est tombée à 14 %. Depuis 2002, ce secteur a perdu près de 135 000 emplois. Les industries du textile, du meuble, du bois et des pâtes et papier sont frappées de plein fouet par les chocs économiques récents.

Même nos industries de pointe se voient aujourd'hui confrontées à la concurrence des nouvelles puissances économiques.

En fait, le succès de ces industries repose sur leur capacité d'innovation, largement tributaire du savoir de leur main-d'oeuvre et des avancées technologiques.

Dans un tel contexte, comment le Québec peut-il s'en sortir? À mon avis, la seule avenue possible est de miser sur notre capital humain, qui est la nouvelle matière première de l'avenir.

Le capital humain : l'importance et la valeur des gens

Un proverbe chinois dit : « *Si tes projets portent à un an, plante du riz; à vingt ans, plante un arbre; à plus d'un siècle, développe les hommes.* » En langage d'aujourd'hui, la signification de ce proverbe est : développe les hommes et les femmes, soit essentiellement, le « capital humain ».

Selon la définition de l'OCDE, le capital humain recouvre les connaissances, les qualifications, les compétences et les autres qualités d'un individu qui favorisent le bien-être personnel, social et économique.

Si l'économie mondiale a longtemps reposé sur l'exploitation des ressources naturelles et sur la production de biens matériels toujours plus efficaces, une part importante de la croissance économique provient aujourd'hui d'un élément moins tangible : le savoir. Or toujours selon l'OCDE, « *La valeur du savoir n'a cessé d'augmenter. C'est une forme de capital fondamentalement différent des autres. Plus il est abondant, plus il peut se développer facilement et de manière peu coûteuse, et son rendement est particulièrement avantageux.* »

Depuis les années 60, les économistes s'accordent de plus en plus sur le rôle crucial du capital humain dans la croissance économique des nations.

Bien sûr, ce n'est pas le seul facteur, car on relève des différences notables entre des pays ayant un niveau de scolarisation similaire. Les autres facteurs incluent la démographie, l'innovation technologique, l'ouverture au commerce extérieur, les régimes politiques, et j'ajouterais, les politiques gouvernementales et fiscales.

Il y a deux façons d'envisager les bénéfices économiques du capital humain. Premièrement, du point de vue de l'individu, il a largement été démontré que plus le niveau de scolarité est élevé, plus il est facile de se trouver un emploi et d'obtenir un meilleur revenu. Deuxièmement, pour l'économie nationale, cela se traduit par une productivité accrue et une plus grande richesse collective.

S'il est difficile de quantifier ces bénéfices, les données de l'OCDE tendent à démontrer que pour chaque augmentation d'un an du niveau de scolarisation moyen d'un pays, le niveau du PIB par personne est en hausse d'environ 5 % à long terme.

Mais l'impact de l'amélioration du capital humain va bien au-delà de l'économie : le niveau de vie et l'état de santé des personnes s'améliorent alors que l'engagement communautaire et la solidarité sociale s'accroissent.

Parlons maintenant de la situation au Québec.

Le Québec : de la Révolution tranquille à l'économie du savoir

Quand on pense que la création des premières institutions de haut savoir remonte à la Chine ancienne et que la plus ancienne université, toujours active, du monde occidental est née à Bologne en l'an 1088, il faut admettre que notre histoire universitaire au Québec est jeune! N'oublions pas que l'Université McGill a été fondée en 1827, l'Université Laval en 1852, l'Université de Montréal en 1878 et que le réseau de l'Université du Québec n'existe que depuis 1968 et l'Université Concordia, dans sa forme actuelle, depuis 1974.

Depuis la Révolution tranquille, il est clair que nous avons fait des progrès énormes en matière d'éducation. Au cours des 40 dernières années, le niveau de scolarisation médian des Québécois a augmenté de six ans et le pourcentage d'adultes de 24 à 45 ans sans diplôme est passé de 56 % en 1966 à seulement 12 % en 2006. Selon des données récentes de PISA, le Québec se classe parmi les meilleurs au monde pour l'efficacité de son système d'éducation primaire et secondaire. Cela étant, nous devons redoubler d'efforts pour contrer le décrochage scolaire, si on veut pleinement se réjouir de ces résultats.

Quant aux études supérieures, la proportion de diplômés du collégial a plus que doublé, pour atteindre 42 % en 2006 et celle des diplômés universitaires a pratiquement triplé, passant à 27 % l'an dernier.

Nous pouvons donc être très fiers de ces réalisations. Notre système d'éducation public, et tout particulièrement notre réseau d'universités, est devenu l'un des principaux agents de l'évolution du Québec. Cette réussite tient essentiellement à une chose : à l'époque de la Révolution tranquille, l'éducation était la priorité de la société et du gouvernement.

Les universités : un rôle clé dans l'économie du savoir

Nous récoltons aujourd'hui ce que nous avons semé dans les années 60. Le Grand Montréal, par exemple, se classe actuellement au 2e rang en Amérique du Nord quant au nombre d'étudiants par habitant. Véritable pôle universitaire, il compte plus de 5 000 professeurs-chercheurs et accueille plus de 160 000 étudiants, dont quelque 17 000 étudiants étrangers.

Bien que cette étude date de quelques années, on se rappellera que Fernand Martin, chercheur au département des Sciences économiques à l'Université de Montréal, évaluait en 2001 les retombées statiques des établissements universitaires de Montréal à près de 3,6 milliards de dollars et à 65 000 emplois.

Mais comme l'a fait remarquer le professeur Martin, le véritable impact économique des universités réside dans leur effet de levier sur l'économie. C'est ce qu'il nomme l'« impact dynamique » des universités. Il provient essentiellement de l'augmentation de la productivité générée par le capital humain formé par les universités, de la valorisation de la recherche universitaire et de l'effet d'entraînement de la recherche et de l'innovation dans les entreprises.

Pour les seules universités montréalaises, l'impact dynamique total sur l'économie canadienne s'élevait, selon Fernand Martin, à 5,9 milliards de dollars en 2001, dont 4,2 milliards de dollars

au Québec seulement. Imaginons l'impact aujourd'hui pour l'ensemble des universités au Québec!

Les universités : catalyseurs d'innovation

Rappelons aussi que Montréal arrive en première place dans le TOP 10 en Amérique du Nord pour le nombre de centres de recherche. Montréal est aussi première au Canada quant au nombre de chercheurs, au nombre de diplômés des cycles supérieurs et aux sommes dédiées à la recherche universitaire. En 2006, six des principaux établissements universitaires montréalais ont géré des fonds d'un milliard de dollars en recherche, soit 18 % du budget total de la recherche au pays. Enfin, Montréal occupe la première place au Canada au chapitre des brevets détenus. Il y a donc une démonstration claire de notre savoir.

L'autre élément important, à mon avis, est ce que j'appellerais le génie créatif des Québécois. Pour moi, la combinaison du savoir et de la créativité est essentielle à l'innovation.

Le Québec à l'heure des choix : priorité à l'éducation

Nous nous retrouvons toutefois à l'heure des choix. Plusieurs intervenants se sont déjà prononcés à cette même tribune sur la situation difficile de nos universités. Car il faut bien l'admettre, celles-ci montrent depuis quelques temps des signes de ralentissement et de recul inquiétants pour l'avenir. En outre, il semble que seulement 5 % des Québécois pensent que le gouvernement doit placer l'éducation en tête de ses priorités !

Depuis une dizaine d'années, les universités québécoises doivent composer avec un sous-financement qui tend à s'amplifier. De 375 millions de dollars par an il y a 5 ans, il s'élève aujourd'hui à plus de 450 millions de dollars par rapport aux universités canadiennes! Mentionnons aussi que les universités publiques des États-Unis dépensent 8 000 \$ de plus par étudiant que le Canada. Ce sous-financement a des conséquences importantes. Le recrutement et la rétention de nos professeurs en souffre. Les infrastructures de nos universités se détériorent : il faudrait plus d'un milliard de dollars pour retaper les immeubles, les bibliothèques, les parcs informatiques et les laboratoires. Et le déficit accumulé de l'ensemble des universités atteindra 400 millions de dollars à la fin de cette année.

À cela, s'ajoute une perte de terrain du côté de la recherche. Alors que le Québec faisait figure de champion au Canada jusqu'à tout récemment, les dépenses de recherche des universités québécoises ont chuté. C'est très inquiétant pour notre capacité d'innovation, puisque 38 % de toute la recherche effectuée au Canada se fait dans les universités, d'autant plus que des pays émergents, comme la Chine et l'Inde, montrent une croissance soutenue de leurs investissements en recherche et en éducation.

Enfin, si le niveau de scolarité médian des jeunes Québécois a rattrapé celui des Canadiens et des Américains, notre retard persiste toujours au niveau universitaire. Selon les dernières données comparatives disponibles, la proportion d'obtention d'un premier diplôme universitaire au Québec était sous la moyenne des pays de l'OCDE, et derrière celle du Canada, de l'Ontario et des États-Unis. Le Québec n'est pas non plus un champion des études doctorales. Bien qu'en avance sur le Canada, il était inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE.

Il convient enfin de se rappeler que nous nous sommes donnés un certain nombre de contraintes par un ensemble de règles gouvernementales touchant notamment les droits de scolarité, le financement des infrastructures et les contrats de recherche ; malheureusement, ces règles n'ont pas nécessairement suivi l'évolution et les moyens d'action d'un environnement universitaire de plus en plus concurrentiel et global.

Des réflexions pour l'avenir : le statu quo n'est pas acceptable

Malgré tout, nous demeurons très satisfaits, et avec raison, des très beaux « moteurs » de croissance et d'innovation que sont devenues nos universités. Cela a été rendu possible parce que les bonnes décisions ont été prises par ceux et celles qui nous ont précédés.

Mais dans 40 ans, nos enfants et nos petits-enfants seront-ils aussi fiers de nous?

Diront-ils alors que nous avons eu le courage collectivement de prendre des décisions qui s'imposaient pour continuer à faire évoluer notre société ou, pour revenir à mon proverbe chinois du début, que nous nous sommes contentés de planter du riz ?

L'éducation doit redevenir la priorité du Québec. Nous devons ensemble retracer le chemin de notre avenir économique et social par une stratégie concertée où l'éducation, et particulièrement l'éducation supérieure et la recherche universitaire, jouera un rôle central. Bâtir une société sur le savoir et développer pleinement notre capital humain doivent constituer nos priorités d'investissement.

Évidemment, nous devons reconnaître que le Québec dispose d'une marge de manœuvre financière limitée compte tenu de l'ampleur de notre endettement public et du vieillissement de la population. Par conséquent, il nous faut accepter de nous remettre en question et d'innover si nous voulons maintenir nos avantages compétitifs.

Dans ce contexte, quelles sont nos options ?

Des pistes de réflexion et des idées pour le futur

Premièrement, comme l'a fait ressortir un document conjoint des Études économiques du Mouvement Desjardins et du CIRANO l'an dernier, le gouvernement doit s'attaquer à la dette pour se redonner une marge de manoeuvre, car notre capacité de réinvestir dans l'éducation en dépend. La création du *Fonds des générations* est un pas dans la bonne direction mais encore faut-il le financer adéquatement.

Deuxièmement, nous devons aussi nous poser un certain nombre de questions. Tout d'abord, comment peut-on régler le sous-financement des budgets de fonctionnement des universités québécoises ? Ensuite, comment peut-on atténuer le poids des déficits accumulés ? Et enfin, comment peut-on assurer à long terme le maintien de la compétitivité de nos universités dans un contexte global ?

Nous devons donc examiner les trois sources de financement traditionnel des universités, c'est-à-

dire le secteur public, les entreprises et les utilisateurs, mais aussi envisager des approches innovantes. Pour ma part, il m'apparaît essentiel d'aborder ces questions sous l'angle de la qualité, de l'équité et de l'accessibilité.

En mars 2007, le CIRANO a proposé un plan de réinvestissement universitaire qui amène des pistes de réflexion et d'action. A titre d'exemple, ce plan suggère des mesures qui permettraient d'augmenter le budget pour l'éducation en faisant appel à des sources internes et externes, comme les transferts fédéraux, les tarifs d'électricité et la modulation des droits de scolarité.

En troisième lieu, il faut se demander si les entreprises contribuent leur juste part au financement des universités, qui sont pour elles à la fois une source d'innovation et de main-d'œuvre hautement qualifiée. Peut-on envisager une plus grande implication des entreprises par des partenariats? Le gouvernement peut-il créer des incitatifs fiscaux plus importants pour favoriser le financement par les entreprises?

Quatrièmement, les diplômés peuvent-ils retourner une part plus grande des bénéfices qu'ils retirent aujourd'hui de leur éducation lors des campagnes de financement des universités? Comment peut-on les encourager à contribuer davantage ?

Et enfin, pouvons-nous attirer un plus grand nombre d'étudiants étrangers ? Pour ce faire, il est évident que notre offre, en matière d'enseignement et de recherche, de même que nos infrastructures, devront être à la hauteur de celles de nos concurrents, non seulement au Canada mais ailleurs dans le monde.

J'aimerais aussi proposer qu'au lieu d'axer les efforts de développement universitaire dans un esprit de compétition, il me semble que nous pourrions favoriser une plus grande synergie entre les universités, développer des initiatives conjointes et encourager une spécialisation dans certains champs d'activité.

Bien entendu, et vous serez d'accord avec moi, si nous acceptons de réinvestir des fonds publics et privés additionnels, il faut aussi s'assurer que la performance de nos universités en regard de leurs objectifs et de leurs clientèles, que la gestion de leurs coûts, que leur gouvernance et leur reddition de compte soient optimales. Je suis persuadée qu'il reste encore du travail à faire à cet égard.

Pour 2008 : un Rendez-vous sur l'Éducation

Comme tous ces défis et ces opportunités sont des choix de société, il m'apparaît essentiel d'en débattre de façon ouverte et transparente.

Pour réfléchir ensemble à ces questions, je propose donc à la Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain d'organiser à la grandeur du Québec un Rendez-vous sur l'Éducation 2008, à l'image de celui que la Chambre vient tout juste de tenir sur la culture. J'estime que l'Éducation mérite toute notre attention et que ce dossier doit faire l'objet d'un large débat par le milieu.

Je vous lance cette idée aujourd'hui, car la prise en charge par le milieu, c'est ce qui a fait le

Québec d'aujourd'hui et c'est aussi le fondement de l'existence et de l'évolution du Mouvement Desjardins. Comme l'a écrit Alphonse Desjardins: « *Il faut enseigner à s'aider soi-même, c'est-à-dire faire comprendre au public que rien de fécond ni de durable ne peut être créé s'il ne repose pas sur l'initiative première de ce même public.* »

Je me permets aussi de vous rappeler certaines valeurs qui font la force du Mouvement Desjardins et qui pourraient inspirer certaines de nos réflexions :

- Une autonomie qui s'appuie sur des principes solides d'intégrité et de rigueur ;
- Une gouvernance qui favorise l'implication du milieu et l'équilibre dans le partage des pouvoirs ;
- Une solidarité et une coopération entre des gens qui unissent leurs forces pour accomplir davantage ;
- Et enfin, une philosophie de gestion qui permet de conjuguer performance et coopération.

Conclusion

En conclusion, revenons sur le capital humain.

Par son impact sur les hommes et les femmes, l'éducation a contribué à faire des pays développés ce qu'ils sont aujourd'hui. Les économies et les personnes sont plus riches. Nous vivons désormais plus longtemps et en meilleure santé. Nous avons collectivement atteint un niveau de maturité qui nous permet surtout de mieux vivre ensemble.

Nous devons continuer d'avancer : le statu quo n'est plus possible. Nous devons ensemble penser globalement et agir localement pour offrir à nos enfants une éducation à la hauteur de nos ambitions.

C'est à nous de décider et c'est à nous d'agir.

Sources bibliographiques :

Études économiques du Mouvement Desjardins

Montréal International, (<http://www.montrealinternational.com>)

Desjardins, Alphonse, «L'union des forces sur le terrain économique», La Vérité, 1er octobre 1910, p. 82-83. [Texte intégral d'une conférence donnée au Congrès des Ligues du Sacré-Coeur tenu à Montréal le 10 septembre 1910].

Keeley, Brian, Le Capital humain : Comment le savoir détermine notre vie, Les essentiels de l'OCDE, 2007

Lacroix, Robert et Michel Trahan, Le sous-financement des universités québécoises et une proposition de réinvestissement, CIRANO, Mars 2007

Montréal International, Les universités : catalyseurs du développement du Montréal métropolitain, Les retombées économiques, Février 2004